

Le Parti Communiste chinois en son Congrès

Huit jours de l'exposé du programme à la désignation des vrais patrons

Les pays totalitaires sont bien reposants pour les investisseurs. Le 19^{ème} congrès du parti communiste chinois qui s'ouvre ce mercredi 18 octobre ne va pas déboucher sur un scénario surprise comme le Brexit, l'élection de M. Trump, la prise de pouvoir de M. Macron ou le désaveu de Mme Merkel sont sortis des urnes. Ce n'est pas pour autant que ces rendez-vous quinquennaux n'ont pas d'enjeux et, surtout, ne marquent pas des évolutions politiques.

On est dans le rituel du parti, avec un discours d'ouverture du Premier secrétaire sous forme de bilan des cinq derniers exercices et de programme des cinq prochaines, et, une clôture mercredi prochain marquée par l'élection au Comité Central du PC. C'est l'assemblée qui contrôle le pays, en nommant (le lendemain) le Bureau politique composé de 25 membres, d'où est issu le pouvoir suprême des 5 à 10 membres de son comité permanent.

Le bilan de M. XI : la croissance stabilisée entre 6,5 et 7 %

Au-delà de la terminologie qui nous semble désuète vue d'Europe, on sait l'importance de cette manifestation de pouvoir absolu. À la fois le discours d'ouverture

et l'élection finale sont préparés et ne laisseront pas la place à l'improvisation. Cependant, les travaux en commissions qui se tiennent à huis clos entre les deux, et dont on ne sait et ne saura pas grand-chose, fixent la philosophie à moyen et long terme sur les questions de société, sur la politique étrangère, sur l'économie. Et sont ainsi un lieu de bataille de pouvoir dans un mécanisme particulièrement opaque.

La Chine a étonné les économistes en parvenant à stabiliser ses fondamentaux depuis 2015, l'année de la dévaluation du yuan, sous la pression de la déflation industrielle et de l'éclatement d'une bulle boursière. La relance monétaire et budgétaire et le resserrement du contrôle des changes ont évité les scénarios de chute brutale de la croissance (hard landing). Au contraire, le taux officiel d'expansion a été stabilisé dans la zone 6,5 % -7 %.

La reprise cyclique a renforcé le rôle moteur de la Chine pour la croissance mondiale. On peut le mesurer au rebond du commerce mondial qui est porté aussi bien par les importations que par les exportations de l'Empire du Milieu. Le commerce mondial a rebondi de près de 15 % en dix-huit mois et c'est la contribution de l'Asie hors Japon (donc de la Chine) qui porte la moitié de la croissance mondiale relevée à 3,6 % cette année et 3,7 % l'année prochaine par le FMI. Des estimations qui ont toutes chances d'être dépassées.

M. Xi Jinping va avoir toutes les raisons de se féliciter de son action et de justifier sa reconduction pour 5 ans au sein du comité permanent du Bureau politique (et donc pour les fonctions gouvernementales officielles au sein de la République Populaire) et celle du Premier ministre M. Li Keqiang.

Les limites de la croissance à coup d'endettement et de création de surcapacités

La situation économique stabilisée n'est toutefois pas sans poser de vraies questions. La dynamique manufacturière et celle des services ont été arrachées à coup d'endettement. La dette considérée comme privée est souvent parapublique et, dans la statistique globale, on ne peut que constater une évolution qui ne sera pas facile à tenir. Les entreprises sont emprunteuses à hauteur de 1,75 fois le produit intérieur brut, auquel l'endettement des ménages de 45 % du PIB vient s'ajouter.

Ce qui n'est pas tenable ce n'est pas le niveau en lui-même, qui s'appuie sur le taux d'épargne ou des dépôts bancaires équivalents à 2 fois le PIB. La Finance en vase clos met à l'abri au moins temporairement. C'est le différentiel de progression entre la dette et la croissance qui forme une bulle de surinvestissement. La course généralisée aux surcapacités est le dopant de cette croissance dont le pays ne peut pas se passer. Le pilotage public, avec de fait une seule main contrôlant la fiscalité, les grands investissements, le crédit et la monnaie a permis d'enrayer la baisse de la croissance qu'on pouvait croire inéluctable il y a deux ou cinq ans. Par essence, ce pilotage trouve ses limites et va devoir évoluer.

Le pouvoir va jouer sur la durée de cinq ans de stabilité politique pour fixer un nouveau cadre. L'inflexion du rythme d'expansion est inéluctable et devrait être organisée dès la deuxième partie de 2018. Les investissements pour l'exportation dont le fameux projet vers l'ouest des « routes de la soie » vont l'atténuer en soutenant l'activité qui se réduira et renforceront les débouchés pour cette économie en surcapacités. L'entrée annoncée de la Chine au capital d'Aramco, la société pétrolière du Royaume saoudien (5 % pour 100 milliards de dollars), s'inscrit dans ce cadre, une des routes de la soie passant par la mer Rouge.

Assainir les finances va passer avant la mise en place de réformes

On connaîtra la semaine prochaine la composition des instances du parti. L'entrée d'une nouvelle génération va comprendre le successeur pressenti de M. Xi au sein du comité permanent du Bureau politique. Cette génération ne pourra qu'appuyer le mandat que le sortant se fixe de lui-même, sans qu'une prolongation de son pouvoir personnel jusqu'en 2027 ne puisse être exclue. Le rééquilibrage du modèle économique et sa mutation vers celui d'un pays développé auront du mal à passer sans des évolutions de modèle social. On n'a pas l'impression que les ambitions de réformes passent facilement. Si on se limite au plan économique, M. Xi n'a pas cédé en cinq ans un pouce de pouvoir, au contraire. Il ne peut sans doute pas faire autrement qu'accélérer la réforme, mais un assainissement financier l'année prochaine et la suivante s'impose aussi. Il va passer en priorité et la gestion de l'inflexion de croissance va sans doute freiner encore les réformes.

Les leçons du Congrès ne seront pas immédiates. Elles ne seront pas faciles à tirer : c'est la composition de l'instance supérieure qui donnera le ton, mais sous un contrôle sans doute encore renforcé d'un président dont la politique est marquée avant tout par le pragmatisme et même l'opportunisme.